

Mme Gro Harlem BRUNDTLAND (Premier Ministre, Norvège) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, nous avons enterré la guerre froide, maintenant nous devons chauffer notre maison commune européenne. Notre défi est de développer tout le potentiel de l'Europe. La convergence politique entre nous peut développer la capacité d'édifier une nouvelle Europe. C'est justement l'objet de la CSCE.

L'Europe que nous concevons doit être basée sur les droits de l'homme et la démocratie, la justice sociale et un environnement sûr, dont nous dépendons tous. Edifions sur la base de ce que nous avons réalisé jusqu'à présent et établissons l'ordre du jour des années 90 et au-delà :

- Nous devons tout d'abord prendre en mains notre avenir commun. Les problèmes européens urgents ne peuvent être résolus uniquement par les Etats nations. Il nous faut des processus de prise de décision politique efficaces au niveau international. Les défis communs exigent des solutions communes.
- Nous devons faire du développement durable notre objectif commun. L'écologie et l'économie sont inextricablement liées et doivent être traitées en conséquence.
- Nous devons créer un marché pour un milliard de citoyens, qui soit largement ouvert au monde. Nous avons besoin des forces du marché, mais nous avons besoin aussi d'une direction politique ferme. Les forces du marché, à elles seules, ne peuvent protéger notre santé ni nous permettre d'aboutir à la justice sociale. Pas plus qu'elles ne peuvent protéger l'environnement.
- Nous devons aider à éliminer la pauvreté qui, aujourd'hui, condamne un milliard de citoyens à vivre dans des conditions qui ne sont pas conformes à la dignité humaine.

Comment parvenir à ces objectifs exaltants ? A mon avis, il faut avant tout nous donner les moyens nécessaires. Le processus de la CSCE a donné l'exemple. L'Acte final d'Helsinki a matérialisé les idées et les structures de coopération pour en faire un instrument politique puissant de changements pacifiques en Europe. Même en période d'échec grave, le processus est resté intact.

Mme Brundtland

La CSCE est devenue un succès, mais je pense qu'il ne convient pas de nous reposer sur nos lauriers. Jamais, auparavant, le besoin de décisions politiques courageuses ne s'est fait autant sentir. Les défis contemporains cruciaux sortent du cadre de ce que nous pouvons résoudre en tant que pays séparés.

Nous devons mettre en oeuvre un système de prise de décision internationale afin de faire face à ces défis. En tant qu'Etat nation, nous devons avoir la maturité nécessaire pour unir nos souverainetés.

Les pays de la CSCE peuvent et devraient prendre la direction de ces tendances globales. Et dans nos efforts soutenus, nous devrions préserver la souplesse et l'adaptabilité qui ont caractérisé notre processus et nos progrès. De plus, nous devrions utiliser pleinement nos capacités institutionnelles collectives, y compris l'OCDE et la CEE. Notre prochain Sommet, en 1992, devrait prendre des décisions sur une large gamme de problèmes politiques.

Les consultations politiques sont un élément clé de la CSCE. Le Conseil qui se réunira régulièrement donnera à la CSCE ce caractère dynamique. Des réunions régulières de chefs d'Etat ou de gouvernement nous donneront une nouvelle culture qui engagera notre coopération, fondée sur le meilleur du patrimoine politique et culturel européen. Mais à vrai dire, se réunir tous les deux ans ne peut garantir l'élan et le dynamisme politiques dont nous avons besoin.

Enfin, nous pouvons commencer à créer une culture commune de coopération. Maintenant, il est essentiel que la stabilité politique et la démocratie dans les pays d'Europe orientale et centrale soient consolidées. Nous avons tous une responsabilité pour faire de cette transition un succès. Il ne fait pas de doute que ce processus sera douloureux. Mais s'il échoue, nous serons tous perdants. Donc nous devons faire en sorte que le marché paneuropéen ne fasse qu'un. Mais la croissance économique ne peut être établie aux dépens de la justice sociale. Nos politiques doivent être conçues de façon à lutter contre le fléau du chômage. Je pense que cela doit être basé sur le principe d'un développement durable.

Soutenir le processus de changement exige que les structures existantes de coopération soient ouvertes. Les pays de l'AELE et de la Communauté européenne sont actuellement en train de terminer des négociations sur la création d'un espace économique européen de dix-huit pays d'Europe de l'Ouest. Une perspective serait justement que cet espace soit ouvert aussi aux nouvelles démocraties européennes. Cela doit être notre esprit général, et je voudrais rappeler ce qu'a dit le Président Havel hier, à savoir que notre coopération devait s'élargir et s'approfondir en même temps.

La remise en état de l'environnement européen doit être, je crois, un test de ce que nous sommes capables de faire en matière de responsabilités communes. Et bien sûr, l'énergie est au coeur du débat. Nous avons besoin d'une efficacité et d'une sécurité énergétiques. Je suis persuadée que nous disposons des deux et que nous devons améliorer notre environnement. Mais une nouvelle réflexion créative est urgente et nécessaire. L'initiative relative à la charte européenne de l'énergie, présentée par le Premier Ministre Lubbers et le Président Delors, constitue une suggestion visionnaire sur la façon dont nous pouvons structurer notre destinée commune et sur la façon dont nous pouvons assurer suffisamment d'énergie, sans la gaspiller, pour chauffer justement notre maison commune européenne. La Norvège, qui est un fournisseur essentiel d'énergie propre en Europe, jouera naturellement son rôle.

Nous voudrions que cette coopération en matière d'environnement soit plus efficace. Il est par conséquent nécessaire de concevoir une nouvelle génération d'accords sur l'environnement plus efficaces par rapport au coût. Je pense que, pour accroître nos efforts globaux - ce qui nous incombe -, la priorité devrait être donnée à la réduction de la pollution au moindre coût marginal. Si l'on veut que cette stratégie réussisse, il faudra que les pays les plus riches mettent alors à disposition des ressources technologiques et financières plus importantes. Les charges devront être réparties de façon plus juste. Le Gouvernement de la Norvège a l'intention de créer un fonds sur le climat, qui sera en partie financé par une taxe sur l'émission de CO<sub>2</sub> dans nos activités pétrolières en haute mer. Les ressources de ce fonds nous aideront à financer la réduction d'émissions dans les pays moins bien nantis.

Nos pays sont actuellement responsables de la plupart des émissions de CO<sub>2</sub> qui menacent l'atmosphère du monde, ses eaux et son sol. Donc, il s'agit d'une responsabilité globale. Je pense que nous devons prendre la tête

Mme Brundtland

des efforts déployés pour sauver notre avenir commun, comme dans les négociations sur une convention mondiale relative au climat. En effet, aucun autre groupe d'Etats n'est en mesure de le faire. C'est pour cela que nous devons faire face aux besoins du temps présent. Mais l'histoire nous jugera sévèrement si nous continuons à saper l'aptitude des générations futures à satisfaire ces besoins.

Monsieur le Président, hier nous avons posé un jalon en signant un accord sur le désarmement conventionnel. Aujourd'hui nous allons adopter un document sur une vision européenne commune. Et je pense qu'il s'agit d'une suite logique.

Le Traité sur les forces armées conventionnelles représente un bond en avant pour la sécurité européenne. Le processus de contrôle des armements doit continuer. Dans le suivi, bien sûr, il faudra aussi tenir compte du problème relatif aux forces humaines. Mais je pense que nous n'avons pas seulement affaire à un problème de nombre. Il nous faut mettre l'accent sur la structure et le déploiement des forces militaires. Nous devons continuer ce processus de restructuration et de redéploiement des forces militaires d'une façon défensive évidente.

Il y a moins de raisons que jamais pour qu'un pays justement déploie des forces ayant des capacités et des fonctions offensives, à proximité des frontières des autres Etats de la CSCE. Ces structures anachroniques devraient être éliminées lors des négociations de suivi.

D'autre part, nous devons redoubler d'efforts en matière de contrôle des armements nucléaires. La conclusion d'un traité global d'interdiction des essais serait, à mon avis, une contribution essentielle au renforcement de la qualité de la paix.

La sécurité ne peut plus être définie uniquement en termes militaires. Nous devons traiter des problèmes de sécurité d'une façon beaucoup plus large, beaucoup plus globale. Le risque d'explosion nationaliste, de confrontation ethnique et de nouveaux mouvements de masse populaire font, je crois, partie de ce tableau. Les situations d'urgence en matière d'environnement devraient être prévues et empêchées. Utilisons les nouveaux moyens que nous avons créés pour traiter tous ces aspects de la sécurité. La convocation de réunions

extraordinaires au niveau politique sera nécessaire. Dans des domaines clés, le Centre de prévention des conflits pourra disposer d'un potentiel lui permettant d'assumer des responsabilités plus larges à l'avenir. Nous devons permettre que ces mécanismes se développent de façon adéquate.

Monsieur le Président, la fin de l'époque de confrontation dans notre région du monde nous donne une possibilité unique de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies et, au moment où nous sommes prêts à créer de nouvelles structures de coopération et de sécurité entre nous-mêmes, nous devons unir toutes nos forces pour promouvoir la paix et la justice à un niveau global en exploitant, bien sûr, toutes les possibilités de notre organisation mondiale au moment où nous essayons d'établir une démocratie globale.

Les pays d'Europe et d'Amérique du Nord partagent un patrimoine de valeurs communes, qui comprennent les idéaux de justice, de liberté, de solidarité et de dignité humaine. Il y a quinze ans, cependant, les idéaux et les valeurs exprimés dans l'Accord d'Helsinki n'étaient que des espoirs et des aspirations apparemment lointains pour des millions de citoyens européens qui souffraient d'oppression et de totalitarisme.

Aujourd'hui, ces rêves et ces aspirations sont sur le point de devenir réalité. Les peuples de nombreux pays et régions, y compris les républiques baltes, regardent vers Paris avec de grands espoirs. Ces pays devraient avoir la possibilité de participer à ce processus. Les personnalités présentes ici aujourd'hui, et je vois qu'il y a un grand nombre de personnalités ici autour de la table venant de l'est et de l'ouest, de l'Europe et des Etats-Unis, sont devenues des symboles vivants de la nouvelle aube de démocratie qui embrase toute l'Europe.

Une personne en particulier a fait preuve de courage et de bonne volonté pour lancer ces changements sans lesquels nous ne serions pas ici aujourd'hui. Cette personne a été récompensée par le Prix Nobel de la paix 1990. Monsieur le Président Gorbatchev, je voudrais vous rendre hommage pour votre rôle décisif.

Mme Brundtland

Notre obligation aujourd'hui est de faire en sorte que la Charte de Paris devienne une politique pratique, non seulement parmi nous, mais pour le bien de tous. Ces valeurs représentent le meilleur de ce que nous pouvons offrir à la communauté mondiale. C'est sur cette base que nous prendrons les responsabilités qui s'imposent pour les générations à venir.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

La séance est levée à 13 h 05.